

Plan pour la croissance économique

Stratégies d'action pour appuyer les femmes entrepreneures canadiennes

Les femmes entrepreneures sont un élément essentiel de l'économie canadienne et jouent un rôle important dans la création d'emplois et de richesse. Pourtant, un nombre significatif d'entreprises appartenant à des femmes connaissent une croissance moins qu'optimale. Ces entreprises accusent d'ailleurs un retard par rapport à leurs homologues de propriété masculine en ce qui a trait aux revenus, à la rentabilité, aux emplois et aux exportations. Les femmes entrepreneures représentent donc un important potentiel inexploité pour la croissance de l'économie canadienne.

Les rapports de l'industrie, des gouvernements et des universités demandent l'adoption de politiques et de programmes pour créer les conditions propices à la réussite des entreprises appartenant à des femmes en s'inspirant du succès des programmes actuels de formation, de consultation, de réseautage et de partenariat développés pour les femmes.

Un *plan pour la croissance économique* exige des stratégies d'action qui favoriseront la croissance des entreprises appartenant à des femmes et maximiseront l'impact de ces entreprises en tant qu'important moteur de croissance pour le Canada à un moment où la croissance économique du pays est essentielle au bien-être économique et à la réduction du déficit.

La proposition provient du *Groupe de travail pour la croissance des entreprises appartenant à des femmes*, un consortium national non partisan composé d'éminentes propriétaires d'entreprises, d'agences de formation du personnel de petites entreprises, d'universitaires et d'associations d'industries. Fondé en 2009, ce groupe de travail a pour objectif de favoriser la croissance des entreprises appartenant à des femmes par l'élaboration de politiques publiques, la promotion d'intérêts, la recherche appliquée, la collaboration et la mise en commun de pratiques exemplaires. Les stratégies d'action viennent ensuite. Les noms des membres fondateurs de l'organisme se trouvent à la fin du présent document.

Un impératif économique

De nos jours, les femmes détiennent une participation majoritaire dans 30 p. 100 des 1,6 million de petites et moyennes entreprises (PME) du Canada.ⁱ Cependant, seulement 37 p. 100 des entreprises appartenant à des femmes sont considérées comme des PME à croissance élevée comparativement à 63 p. 100 de celles qui appartiennent à des hommes.ⁱⁱ

En outre, plus de 900 000 des 2,6 millions de travailleurs autonomes au Canada sont des femmes. Ces dernières gagnent cependant beaucoup moins que leurs homologues masculins.

Malgré l'importance des entreprises appartenant à des femmes pour la prospérité de l'économie du Canada, il n'existe aucune politique nationale ni aucun programme axé spécifiquement sur les femmes et destiné à favoriser la croissance de ces entreprises. En outre, la collaboration et la coordination entre gouvernement, industrie et secteur privé sont faibles en ce qui a trait aux initiatives ciblant les femmes propriétaires d'entreprises.

Afin d'exploiter le plein potentiel économique de leurs entreprises au Canada, les femmes auront besoin d'un soutien de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.



Visitez le www.telfer.uOttawa.ca/womensentreprise pour soutenir cette initiative et remplir la pétition en ligne

Stratégies d'action immédiates

1 Stratégie nationale en matière de formation de femmes entrepreneures

Il est nécessaire de mettre en œuvre dans toutes les provinces et tous les territoires une stratégie nationale en matière de formation et d'économie afin de maximiser les contributions sociales et économiques des entreprises appartenant à des femmes. On devra également assurer une coordination horizontale des politiques et des programmes destinés aux PME pour que les femmes propriétaires d'entreprises au Canada soient au courant de l'aide ainsi que des programmes qui sont offerts et de ceux qui devraient l'être incessamment. Pour faciliter l'adoption de politiques et la coordination de programmes, le groupe de travail recommande la création d'un *Bureau pour les entreprises appartenant à des femmes* qui aurait pour tâche de coordonner l'élaboration de programmes fédéraux, les politiques et la recherche ainsi que d'accroître l'incidence des femmes entrepreneures sur la croissance économique. Un tel bureau devra avoir suffisamment de pouvoir et de ressources pour assurer un leadership approprié qui facilitera le travail de tous les organismes fédéraux concernés par la mise en place de politiques et de programmes à l'intention des femmes propriétaires d'entreprises. Il devra également être sous l'égide d'une institution ou d'un ministère fédéral ayant pour mandat premier de stimuler la croissance économique.

Le groupe de travail recommande également la création d'un portail en ligne où les femmes entrepreneures pourraient trouver de l'information, de la formation et des renseignements commerciaux, notamment des stratégies de croissance pour les PME, des études de cas, des exemples, des profils d'associations de femmes d'affaires et de la recherche appliquée.

2 Création d'un conseil consultatif sur l'entrepreneuriat féminin

Comme les femmes entrepreneures sont essentielles à la croissance de l'économie canadienne, il est important que le gouvernement du Canada les consulte régulièrement et obtienne leur avis sur les politiques et les programmes en vigueur visant à stimuler l'achat et la production de produits et services purement canadiens. Il a été proposé de mettre sur pied un *Conseil consultatif de femmes d'affaires*, qui conseillerait le gouvernement fédéral sur des questions intéressant les entreprises appartenant à des femmes. Ce Conseil relèverait directement du premier ministre et pourrait recevoir un soutien administratif du *Bureau pour les entreprises appartenant à des femmes*. Cette recommandation s'inspire du modèle mis sur pied aux États-Unis. Depuis 1988, le *National Women's Business Council* fait directement rapport au président et au Congrès sur des questions d'intérêt pour les Américaines propriétaires d'entreprises.

3 Soutien connexe accordé au leadership des femmes d'affaires

Le présent plan demande qu'un *Sommet économique des femmes* soit organisé au Canada, auquel participeraient des représentants des gouvernements, provinciaux et fédéral, des administrations municipales, du secteur privé ainsi que des femmes entrepreneures. Un tel sommet aurait pour but de mieux faire connaître les femmes propriétaires d'entreprises au Canada et leur importance dans l'économie mondiale. L'événement permettra de découvrir des entreprises modèles, de favoriser le partage des connaissances et de faciliter la production d'idées sur les meilleures pratiques à appliquer pour favoriser la croissance des entreprises canadiennes.

Au Canada, aucun mécanisme ne permet de savoir si une entreprise appartient à un homme ou à une femme. Ces données sont toutefois essentielles pour appuyer l'élaboration de programmes et de politiques pour PME qui tiennent compte des différences hommes-femmes et soient fondés sur des données probantes, d'où l'importance, pour tous les organismes provinciaux et fédéraux, d'améliorer la collecte des données et l'établissement de rapports sur la nature et la contribution des entreprises appartenant à des femmes.

Enfin, pour de nombreuses entreprises appartenant en majorité à des femmes, faire affaire avec le gouvernement représente une excellente occasion de développer leur marché. Pourtant, le groupe de travail constate que le Canada a perdu du terrain, comparativement aux États-Unis et au Royaume-Uni, en ce qui concerne l'utilisation de politiques d'approvisionnement des PME pour soutenir la croissance des entreprises appartenant à des femmes. L'établissement de cibles d'achats aux niveaux municipal, provincial et fédéral pour les entreprises à participation majoritaire féminine et les changements qui en découlent dans les politiques et les processus d'approvisionnement appuieront la croissance d'entreprises appartenant à des femmes et créeront un noyau de fournisseurs plus diversifié. L'examen actuel des politiques d'achat du gouvernement fédéral est l'occasion idéale de veiller à ce que les femmes entrepreneures aient un accès équitable aux projets d'approvisionnement.

Tableau 1 : Recommandations ressorties des consultations menées au Canada sur les programmes et les politiques visant à appuyer les entreprises dirigées par des femmes. ⁱⁱⁱ

Questions	Recommandations
Approvisionnement du gouvernement	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mieux faire connaître les possibilités en matière d’approvisionnement par l’entremise d’associations de femmes propriétaires d’entreprises. 2. Créer des programmes de diversification des fournisseurs et inclure les entreprises appartenant à des femmes dans les listes de fournisseurs et de sous-traitants. 3. Former le personnel chargé de l’approvisionnement à l’importance des entreprises appartenant à des femmes et de la diversité. 4. Inciter les femmes à prendre part à des séminaires sur la manière de faire affaire avec le gouvernement et de rédiger efficacement des propositions. 5. Fixer des objectifs d’approvisionnement pour les PME, et en particulier pour les entreprises appartenant à des femmes. Examiner les répercussions de processus de soumission élargis et intégrés sur les PME. 6. Inciter les sociétés à étendre la diversité des fournisseurs aux sous-traitants de second rang.
Coordonner l’appui	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre sur pied des comités interministériels provinciaux et fédéraux ayant pour mandat d’élaborer un cadre exhaustif de développement économique pour les femmes entrepreneures. 2. Créer un <i>Bureau pour les entreprises appartenant à des femmes</i> pour surveiller le dossier de l’entrepreneuriat féminin. 3. Lui accorder suffisamment de pouvoir pour qu’il s’assure que les initiatives soient mises en œuvre dans différents organismes fédéraux. 4. Créer un <i>Conseil consultatif des femmes entrepreneures</i> chargé de conseiller le gouvernement sur les questions relatives aux entreprises appartenant à des femmes et de défendre les intérêts de ces entreprises.
Recherche	<ol style="list-style-type: none"> 1. Établir des critères d’évaluation pour les programmes qui tiennent compte des différences hommes-femmes et ce, dès la création des politiques et des programmes destinés aux PME. 2. Recueillir des données sur le recours aux programmes destinés aux PME selon le sexe du propriétaire en se servant d’une définition uniforme d’une entreprise « appartenant à une femme ». 3. Créer un centre de recherche consacré à l’entrepreneuriat féminin. 4. Créer des chaires de recherche universitaire et constituer des réseaux de chercheurs au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).
Communication et partenariats	<ol style="list-style-type: none"> 1. Veiller à ce que les femmes propriétaires d’entreprises soient au courant des programmes d’aide qui existent. 2. Créer un portail exclusivement pour les femmes entrepreneures qui pourrait être hébergé sur Strategis (http://strategis.gc.ca), un site Web d’Industrie Canada contenant des renseignements pour les entreprises et les consommateurs. 3. Communiquer de l’information sur d’autres sources de financement et d’appui sur les sites Web de banques, de caisses populaires et d’associations professionnelles. 4. Diffuser aussi les résultats des recherches menées sur l’entrepreneuriat féminin. 5. Présenter la diversité de l’entrepreneuriat féminin dans des publications et des outils de marketing. Montrer des exemples positifs de femmes qui travaillent dans des domaines non traditionnels. 6. Mettre au point des mécanismes qui ont pour but de faciliter et de promouvoir la communication entre les associations de femmes d’affaires afin d’accroître le nombre d’organismes provinciaux et nationaux.

Groupe de travail pour la croissance économique des entreprises appartenant à des femmes (2010).

Présidente : Barbara Orser
Professeure Deloitte
École de gestion Telfer
Université d'Ottawa

Sandra Altner
Présidente-directrice générale
Women's Enterprise Centre (Manitoba)

Nicole Beaudoin
Présidente
Réseau des femmes d'affaires du Québec

Clare Beckton
Administratrice générale (à la retraite)
Condition féminine Canada

Penny Collette
Cadre en résidence
École de gestion Telfer
Université d'Ottawa

Anne Day
Présidente
Company of Women

Beatrix Dart
Doyenne associée
Rotman School of Management
University of Toronto

Laurel Douglas
Présidente-directrice générale
Women's Enterprise Centre (BC)

Laraine Kaminsky
Présidente
Global LK

Stephanie MacKendrick
Présidente
Association canadienne des femmes en communications

Astrid Pregel
Présidente
Feminomics

Brenda Robertson
Associée fondatrice
Odgers Berndtson (anciennement Ray & Berndtson)

Shelley Simpson-McKay
Directrice
Centre for Women in Business
Mount St. Vincent University

Barbara Mowat
Présidente
Impact Communications Limited

Carissa Reiniger
Présidente
Women Entrepreneurs of Canada

Tracey Scarlett
Présidente-directrice générale
Alberta Women Entrepreneurs

Laura Small
Présidente-directrice générale
Women Entrepreneurs of Saskatchewan

Joanne Stanley
Cofondatrice
Canadian Advanced Technology Alliance
Women in Technology Forum (CATA WIT)

Marnie Walker
Présidente
401 Bay Centre

Maxine Westaway
Directrice exécutive
The International Alliance for Women

Betty Wood
WEConnect Canada
Global Banking Alliance for Women

Geeta Sheker
Directrice
Rotman Initiative for Women in Business
Rotman School of Management
University of Toronto

Visitez le www.telfer.uOttawa.ca/womensenterprise
pour soutenir cette initiative et remplir la pétition en ligne

i Huot, P. et Carrington, C. (2006). Small Business Financing Profiles. High Growth SMEs, Ottawa: Small Business Policy Branch.
Adresse : <http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection/Iu188-3-2005E.pdf>.

ii Statistics Canada, CANSIM, Table 282-0012 et Catalogue No. 89F0133XIE.

iii Voir Orser, B. et Connell, J. (2005). Sustaining the Momentum: An Economic Forum on Women Entrepreneurs Summary Report, Ottawa: Industry Canada Small Business Policy Branch; Foundation of Canadian Women Entrepreneurs. (2004). Best Practices for Women Entrepreneurs in Canada; Stanger, A. (2004). Gender-comparative use of small business training and assistance: A literature review. Education & Training 46: 464-473; Bulte, S., Callbeck, C., Duplain, C., Fitzpatrick, R., Redman, K., and Lever, A. (2003). The Prime Minister's Taskforce on Women Entrepreneur, Ottawa: National Liberal Caucus Research Bureau, Information Management.